

Lettre ouverte à Bertrand Delanoë, qui annule un conseil municipal pour cause de Yom Kippour

Je suis en colère, monsieur le maire.

Vous êtes en train de brader un des principes fondateurs de notre république : la laïcité.

Cela a commencé avec « la Nuit du Ramadan ». Vous n'avez évidemment pas ébruité cette première dérive. Une mairie républicaine est elle le lieu où il convient de célébrer une « fête » religieuse ? Est elle le lieu où l'on donne l'absolution à une pratique d'un autre âge, dont les dégâts sur l'économie, la santé et l'ordre public apparaissent au grand jour ?

Dans la même foulée, vous consacrez les deniers publics à financer des lieux culturels musulmans en plein Paris, comme le projet de la Goutte d'Or, qui reviendrait à 28 millions d'euros aux Parisiens. Cela a continué avec l'inauguration de la place Jean-Paul II. Vous n'avez pas hésité à débaptiser la place Notre Dame pour lui donner le nom d'un des papes les plus rétrogrades de l'histoire contemporaine, adversaire de toute avancée du droit des femmes, ennemi du préservatif, responsable indirect de la propagation du sida, champion des mises en scènes médiatiques urbi et orbi, de son obscène déchéance...

Et pour finir, voilà que vous osez déplacer la réunion du Conseil de Paris, parce qu'elle tombe... le jour du Yom Kippour ! Comment un élu de la République peut-il annuler une réunion essentielle au fonctionnement de la mairie, pour un motif religieux ? Sommes-nous toujours dans un état laïque, où la séparation du religieux et du politique est la loi ? Ou êtes-vous en train de nous ramener dans la France d'avant 1905 ?

Pourtant, vous n'aviez pas hésité à dire, en 2008 : « Lorsque le président légitime de la France va au Vatican et, parlant des Français déclare « Nous les Chrétiens ». Et les autres? Et ceux qui ne sont pas chrétiens? ».

Quelques mois plus tard, vous affirmiez, après le discours de Nicolas Sarkozy à Dakar : « Lorsque la laïcité n'est pas d'abord liberté, lorsque la laïcité n'est pas d'abord respect, lorsque la laïcité n'est plus d'abord égalité, lorsque la laïcité n'est pas l'instrument dans la République du rassemblement, l'âme de la France est aussi blessée ». Monsieur le maire de Paris, je ne vous considère plus comme le représentant de la loi républicaine. Vous êtes en train de la bafouer. Dans un Etat où les lois seraient respectées, vous seriez passible de poursuites, pour manquement grave à la loi de séparation des Eglises et de l'Etat.

Anne Zelensky

Présidente de la Ligue du Droits des Femmes (LDF), cofondée avec Simone de Beauvoir en 1974, et rédactrice à Riposte Laïque